

Lettre ouverte à Michel Rocard
« On supprime la dissuasion nucléaire... »

Jean-Marie Muller

Le 7 juillet 2012

Bonjour Michel,

Il se trouve que le 19 juin, je regardais précisément BFMTV lorsque tu fis ta déclaration sur la dissuasion nucléaire. C'est donc en direct que je t'ai entendu dire : « C'est un serpent de mer. Tous les gouvernements depuis toujours et surtout tous les partis politiques qui font campagne disent toujours qu'il faut couper dans les dépenses publiques, elles ne disent jamais dans lesquelles. Alors, je vais jouer les provocateurs. Moi, j'ai une idée. On supprime la dissuasion nucléaire, 16 milliards d'Euros par an [*ce chiffre, en réalité, correspond au coût de la dissuasion sur cinq ans...*] qui ne servent absolument à rien. » De tels propos venant de ta part m'ont étonné. Je sais bien que depuis longtemps tu plaides en faveur du désarmement nucléaire, mais chaque fois que tu t'es exprimé sur ce sujet tu as bien pris soin de préciser que tu préconisais le désarmement multilatéral. Certes, cette fois encore, tu as bien évoqué « les autres » dans un bref échange avec le journaliste, mais tu ne t'es pas expliqué davantage. Tous les commentateurs ont donc retenu que tu préconisais le désarmement nucléaire unilatéral de la France. Et c'est bien, à la lettre, ce que tu avais affirmé.

Pour ma part, j'ai gardé mes doutes quant à ton ralliement au désarmement nucléaire unilatéral. La dernière fois que nous en avons parlé ensemble, c'était le 18 octobre 2000 au cours d'une interview pour la revue *Alternatives Non-violentes*¹. Alors que tu plaidais pour des négociations multilatérales, je me suis permis d'évoquer la possibilité d'une décision unilatérale de la France. Tu m'as répondu très gentiment : « Ça, je te le laisse... » J'ai donc gardé pour moi le désarmement unilatéral et je t'ai laissé le désarmement mondial...

Le paradoxe, c'est que tu as toi-même provoqué un débat sur le désarmement nucléaire unilatéral de la France. Tu as mis en avant le critère financier, mais il n'est pas le plus important. Le critère décisif est le critère éthique. La résolution de l'ONU du 24 novembre 1961 affirme clairement que l'emploi de l'arme nucléaire est « un crime contre

¹ Cf. l'entretien avec Michel Rocard publié dans la revue *Alternatives Non-Violentes*, N° 121, Hiver 2001-2002.

l'Humanité et la civilisation. ». Le tragique de la dissuasion nucléaire, ce n'est pas qu'elle coûte à la France des milliards d'Euros, mais qu'elle pourrait coûter à l'humanité des millions de morts.

Comme il fallait s'y attendre, tous les idéologues de la dissuasion nucléaire, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont fait chorus pour te désavouer avec un surcroît d'indignation, ressassant tous les poncifs, tous les clichés de la langue de bois nucléaire qui s'apparente à une langue de fer. Le 20 juin, Alain Juppé, avec lequel, le 15 octobre 2009, tu avais publié dans l'indifférence générale une tribune dans *Le Monde* intitulée « Pour un désarmement nucléaire mondial, seule réponse à la prolifération anarchique », a déclaré sur Europe 1 : « Il est bien le moment de se mettre à poil sur le plan de la défense. C'est irresponsable ! (...) Je le répète : ce serait une très grave erreur que de baisser la garde de la défense française aujourd'hui. La dissuasion nucléaire est la garantie de la sécurité et de l'intégrité de la France. » Le même jour, Christian Jacob, le nouveau président du groupe UMP à l'Assemblée nationale a, lui aussi récité le catéchisme de la foi nucléaire : « Ce qui fait que la France pèse sur la scène internationale, c'est qu'elle a la force de dissuasion. » Toujours le 20 juin, Jean-Claude Gaudin, au nom du groupe UMP du Sénat, a publié un communiqué dans lequel il affirme en toute naïveté son attachement au dogme nucléaire : « À l'heure où les risques de prolifération nucléaire menacent la sécurité du monde, supprimer la dissuasion nucléaire française serait irresponsable. Il en va de la sécurité internationale et de la sécurité de la France. » Bien sûr ! Bien sûr !

Le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, fonction oblige, s'est dit « désolé d'être en désaccord » avec toi : « La dissuasion est un élément déterminant de notre sécurité. C'est le cas depuis qu'elle existe, depuis qu'elle a été créée par le général de Gaulle et elle est maintenue dans ses deux composantes parce qu'elle est notre assurance-vie. Et c'est ce qui nous donne aussi dans un monde très incertain le poids politique nécessaire pour parler comme la France doit parler. Nous estimons que l'effort en faveur de la dissuasion doit être maintenu. (...) On ne fait pas d'économies sur son assurance vie. » Cette dernière expression, que Nicolas Sarkozy avait lui-même utilisée naguère, mérite réflexion. En principe, une assurance vie n'est pas faite pour protéger la vie. Elle prévoit au contraire la mort... Lorsque les dividendes d'une assurance vie sont versés après la mort de celui qui l'a souscrite, ce n'est pas à lui qu'ils sont versés...

Par ailleurs, le ministre semble oublier que François Mitterrand s'est opposé vigoureusement à la politique nucléaire du général de Gaulle. À l'occasion des élections législatives de mars 1967, le Président de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS) déclare entre les deux tours : « Quand le pouvoir actuel vous dit qu'il défend comme il convient la paix, il vous trompe. (...) On ne protège pas la paix, mais on l'expose au pire danger lorsqu'on fabrique des bombes atomiques et qu'on engage ainsi les autres à faire comme nous, c'est-à-dire à se lancer dans la course au bout de laquelle le

monde périra². » Toi-même, n'est-ce pas, partageais entièrement cette conviction de François Mitterrand quand nous nous sommes rencontrés pour la première fois au siège du PSU, rue Borromée.

Le Président de la République lui-même a cru devoir réfuter tes propos lors de la conférence de presse qu'il a tenue à Rio de Janeiro en marge du Sommet de la Terre Rio+20 : « Renoncer à la dissuasion nucléaire pour des raisons d'économie budgétaire n'est pas aujourd'hui la position de la France. Je me suis engagé devant les Français pour préserver la dissuasion nucléaire parce que c'est un élément qui contribue à la paix. Il y a des négociations et une discussion sur le désarmement nucléaire, la France doit y prendre part et nous le ferons. » En réalité, cette dernière assertion de François Hollande est démentie par les faits. Alors que la session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) qui s'est tenue à Vienne en mai 2012 s'est soldée par un échec, le Sommet de l'OTAN qui vient de se tenir à Chicago les 20 et 21 mai 2012 a été un réel « succès ». À Vienne, les pays dotés de l'arme nucléaire ont exprimé clairement leur refus de s'engager dans un processus de désarmement nucléaire ; à Chicago, les 28 chefs d'État des pays membres de l'Alliance atlantique ont décidé de s'engager plus avant dans la militarisation nucléaire de la diplomatie internationale. L'échec de la rencontre sur le désarmement et le « succès » de la rencontre sur l'armement se situent exactement dans la même logique. Ils se conjuguent l'un avec l'autre pour rendre caduques les dispositions du TNP sur le désarmement et la non-prolifération.

Seul le député EELV Noël Mamère s'est déclaré d'accord avec toi : « Je dis à Michel Rocard : Bienvenue au club. Voilà des décennies que les écologistes réclament la fin de la dissuasion nucléaire, notamment depuis la chute du mur de Berlin. Nous sommes confrontés à ce qu'on appelle des conflits de basse intensité dans lesquels la dissuasion nucléaire n'a absolument rien à voir. » À vrai dire, Noël Mamère s'avance beaucoup en affirmant cela. Lors des dernières élections présidentielles, EELV s'en est tenu fort prudemment à ne préconiser qu'un désarmement nucléaire multilatéral. Ce qui ne l'engageait à rien...

Pour sa part Paul Quilès, ancien ministre de la défense, a réagi à tes propos en publiant un communiqué intitulé « Enfin un début de débat ! ». Il a trouvé que « l'émotion suscitée par [ta] proposition est intéressante » : « Elle permet en tout cas de constater que cette question importante ne donne quasiment jamais lieu à un débat public. Et pourtant il s'agit d'un débat majeur – la sécurité de la France, du monde, la prolifération...- traité la plupart du temps de façon sommaire, avec des formules à l'emporte-pièce, qui tiennent du slogan ou de l'argument d'autorité. L'idée générale est « circulez, il n'y a rien à voir. Il y a un consensus entre les Français, on ne discute pas de notre assurance vie ». »

Le 21 juin, Bernard Guetta consacre sa chronique à tes déclarations. S'il ne t'approuve pas à la lettre, il conclut par ces mots : « Comme tout esprit libre, Michel

² François Mitterrand, *Politique*, Fayard, Paris, 1977, p. 427.

Rocard a une grande et dérangeante utilité. » Le 21 juin également, sur le site du *Nouvel Observateur*, Jean-Marcel Bouguereau publie un éditorial intitulé : « Michel Rocard et le désarmement nucléaire français : et s'il avait raison trop tôt ? » : « Michel Rocard, écrit-il, pourrait bien, comme souvent avoir raison. Car à quoi sert cette force de dissuasion ? C'est surtout une arme symbolique. (...) En quoi le règlement des crises les plus aiguës a-t-il été facilité par la dissuasion ? Les grandes puissances qui en détiennent les commandes sont-elles moins impuissantes face au boucher syrien ? Et par ailleurs a-t-on mesuré les risques plus importants que les citoyens des États dotés courent par rapport à ceux qui vivent dans des États non nucléaires ? Le débat est ouvert. Espérons qu'il ne soit pas aussitôt refermé. »

Le général Vincent Desportes, ancien patron de l'École de guerre reprendra à sa manière tes arguments : « L'armement conventionnel est plus dissuasif face aux nouvelles menaces. (...) Il n'y a plus d'argent. Si on ne touche pas à la dissuasion, il n'est pas possible de faire le nouveau Livre Blanc. Il n'y a plus d'intérêt à garder une arme qui coûte 20% du budget et n'a aucune chance de servir³. »

Et voici que c'est toi-même qui viens refermer ce débat. Le 26 juin, revenant sur ta « petite phrase » prônant la suppression de la dissuasion nucléaire, tu declares sur France Inter : « J'ai fait là une boutade. Le sujet est si lourd que s'il faut le mettre en cause il faudra le faire prudemment et avec du temps pour discuter, du temps pour s'écouter avec des arguments sérieux et des démonstrations. » Et alors que le journaliste t'interpelle en ces termes ; « Cela ne veut pas dire que vous prônez que la France abandonne toute seule la dissuasion nucléaire », tu le rassures en affirmant : « Personne qui ayant réfléchi sur ces sujets jamais n'a parlé de désarmement unilatéral. » Comme si, en quelque sorte, tu avais voulu retrouver ta respectabilité mise à mal par les reproches convenus et, somme toute, dérisoires de tes censeurs. Pourtant, tout laisse penser que c'est toi qui avais raison...

Pour signifier le plus clairement possible son attachement à la dissuasion nucléaire, le 4 juillet, François Hollande a plongé au large de Brest dans le sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE), *Le Terrible*. Un communiqué de l'AFP précise : « À une heure de la côte, par mer belle, le chef de l'État a été hélitreuillé pour rejoindre le bâtiment de la force océanique stratégique, qui rentrait d'une secrète pérégrination après soixante-quatre jours de mission. » Mais quel ennemi le Président français pense-t-il dissuader effectivement par la menace de ses armes nucléaires ? A-t-il envisagé quelles seraient les conséquences pour les autres et pour nous-mêmes de leur emploi ? A-t-il visualisé la catastrophe humaine irréparable qui en résulterait ? Combien de milliers, combien de millions de morts ?

³ *Le Monde*, 23 juin 2012. Notons que le général Vincent Desportes, lui aussi, se rétractera. *Le Monde* du 28 juin publie le rectificatif suivant écrit dans un langage plus « militairement correct » : « Je n'ai jamais émis une idée aussi radicale et demeure partisan de la dissuasion française. J'estime en revanche qu'il est nécessaire de faire évoluer notre dogme et conduire une réflexion de fond »...

Au même moment, à Brest, le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian effectuait une visite de la base des SNLE. Il est monté à bord du *Triomphant*. Le ministre a justifié l'initiative du Président : « Le Président voulait le faire avant le 14 juillet parce que c'était le début de son mandat. La concomitance de ces deux déplacements a une valeur symbolique et elle est une démonstration politique, nous sommes dans le creuset de notre sécurité. Nos sous-marins en sont les garants ultimes. Notre force de dissuasion nous permet de tenir notre rang international. »

Je voudrais revenir sur le plaidoyer fort instructif en faveur du désarmement nucléaire, que tu as signé en novembre 2011 dans le journal *La Croix*⁴ avec plusieurs personnalités politiques et militaires, françaises et britanniques. Dans ta rétractation, tu demandais qu'on discute avec « des arguments sérieux ». Il me semble que dans ce texte intitulé « Ne laissons pas l'arme nucléaire en héritage », vous apportez précisément des arguments très sérieux. Vous analysez avec beaucoup de pertinence la dangerosité de l'existence même des armes nucléaires qui « constitue paradoxalement la plus grande menace à notre sécurité ». Vous dénoncez avec force l'irrationalité de la dissuasion : « L'attachement irraisonné aux armes nucléaires continue à s'appuyer sur des formulations quasi incantatoires ». Vous approuvez « la nouvelle génération qui a compris que les armes nucléaires dont elle hérite ne l'aideront pas à répondre aux désordres du monde du XXI^e siècle ». Vous lui donnez raison de « s'indigner d'entendre parler de coupes budgétaires qui affectent notamment les dépenses sociales » alors que la charge financière des arsenaux est particulièrement lourde. Mais, en conclusion, vous ne savez faire mieux que de soutenir un appel « en faveur des premières négociations multilatérales de l'histoire pour l'élimination progressive et contrôlée des armes nucléaires ».

Je vous ai répondu dans le même journal⁵ en vous faisant remarquer qu'en signant le Traité de Non Prolifération les États dotés s'étaient déjà engagés à entreprendre de telles négociations, mais qu'ils n'en avaient rien fait. Je précisais : « Dans ces conditions, est-il réaliste d'espérer que les États dotés acceptent de négocier dans un avenir prévisible ce qu'ils refusent de négocier depuis des décennies ? Non seulement rien ne permet de penser qu'ils sont prêts à changer de politique, mais, au contraire, tout laisse penser qu'ils la maintiendront et la renforceront. » J'insistais : « Selon toute probabilité, un accord entre les décideurs politiques des États nucléaires en faveur d'un désarmement mondial n'aura certainement pas lieu dans un avenir prévisible. Et cela alors même que le danger d'une catastrophe nucléaire ne cessera de croître du fait de la double prolifération verticale et horizontale. Dès lors, n'est-il pas de mauvaise méthode de demander aux États ce qu'ils refusent obstinément de faire ? » En conclusion, je faisais valoir que si l'on prenait au sérieux vos propres analyses sur le caractère coûteux, dangereux, irrationnel et inutile de l'arme nucléaire – pour récuser celle-ci vous ne reteniez donc pas que les

⁴ « Ne laissons pas l'arme nucléaire en héritage », par Hugh Beach, Margaret Beckett, Bernard Norlain, Paul Quilès, Michel Rocard, *La Croix*, 9 novembre 2011.

⁵ *La Croix*, 22 novembre 2011.

économies budgétaires -, rien ne pouvait justifier le maintien de la dissuasion française. N'est-il pas ? Il apparaît ainsi que tu as eu parfaitement raison de dire haut et fort que celle-ci « ne sert strictement à rien » et que, par conséquent, ta proposition de la supprimer unilatéralement était tout à fait raisonnable et n'avait rien d'une boutade...

Certes, je suis bien d'accord avec toi, la signature par tous les États dotés d'une convention sur l'élimination mondiale des armes nucléaires serait la meilleure solution, la solution idéale. Mais pour faire valoir son bien-fondé, il n'est pas de bonne méthode de montrer tous ses avantages « si » elle était appliquée. On ne résout pas un problème en le supposant résolu. Crois-tu vraiment que les dirigeants des empires américain, russe et chinois – pour ne parler que d'eux – accepteront de signer ladite convention ? Quoiqu'il en soit, le désarmement nucléaire unilatéral de la France n'est-il pas la meilleure contribution que les Français peuvent apporter pour rendre possible un jour – peut-être - une telle convention ?

Quant à ta « petite phrase » qui voudrait clore le débat que tu as suscité : « Personne qui ayant réfléchi sur ces sujets jamais n'a parlé de désarmement unilatéral. », elle n'est rien moins qu'une contre-vérité flagrante. Permetts-moi de citer d'abord l'ami Théodore Monod pour lequel, j'en suis sûr, tu as la plus grande estime. Voici ce qu'il affirmait : « Le désarmement, tout le monde en parle, personne n'en veut, c'est évident. On s'en gargarise dans les discours officiels... Mais ce n'est pas sérieux, personne n'en veut en réalité, personne n'y songe sérieusement. Si on y songeait sérieusement, quel est le pays qui aurait le courage de déclarer la paix au monde ? Un pays qui dirait : "Moi, je désarme", désarmement unilatéral ! Ça serait, à travers le monde, une telle flambée de stupéfaction que là, peut-être, les choses changeraient. La France est LE pays le plus qualifié pour un geste pareil, un geste qui aurait un retentissement prodigieux – j'allais dire cosmique. Là, les choses changeraient. »

Je citerai également Patrick Viveret qui est l'un de nos amis communs. Il a écrit ceci : « Un pays comme la France peut prendre des initiatives très fortes *alliant sa propre renonciation aux armes nucléaires à une politique européenne et mondiale allant dans le sens du désarmement* (c'est moi qui souligne). L'Europe, qui a payé le prix très lourd pour apprendre que la barbarie peut naître au cœur de la civilisation, peut être motrice dans ce sens. Elle-même ne peut construire une défense commune sur les vieux concepts de la géopolitique de puissance. Elle se doit d'avoir une politique planétaire au service de la construction d'une civilité mondiale dont le socle doit être la reconnaissance à tout être humain d'une citoyenneté terrienne⁶. » Il s'agit bien d'allier le désarmement unilatéral à la recherche d'un désarmement mondial. Patrick parle d'or...

⁶ « Le désarmement nucléaire unilatéral de la France est-il possible », *Alternatives non-violentes*, N° 157, décembre 2010.

Dans le cadre de la campagne organisée par le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), quarante-six « personnalités » ont signé un Appel qui affirme notamment :

« **La dissuasion nucléaire est donc immorale, irréaliste, dangereuse et coûteuse.** Nombreux sont ceux qui en sont convaincus et partagent l'espoir d'un monde sans armes nucléaires. Mais cet espoir risque fort d'être déçu : il faudrait attendre que toutes les puissances nucléaires se mettent d'accord pour une telle abolition générale. C'est oublier notre propre responsabilité de citoyens d'un pays nucléaire : nous ne sommes pas directement responsables du désarmement mondial, mais nous le sommes entièrement du désarmement nucléaire de notre pays. Il nous appartient de construire la paix et la sécurité dans une *France sans armes nucléaires*.

C'est pourquoi, sans attendre l'abolition générale des armes nucléaires par une convention internationale encore et toujours hypothétique, nous estimons que pour nous, citoyen(ne)s français(es), il est de notre responsabilité de demander dès à présent : **le désarmement nucléaire unilatéral de la France.** »

Je te laisse découvrir les noms des signataires sur le site de notre campagne ; www.francesansarmesnucleaires.fr. Tu verras que ces femmes et ces hommes – parmi lesquels se trouve l'ami Stéphane Hessel - ayant réfléchi sur ces sujets osent parler du désarmement unilatéral...

« Le prestige, déclarait M. Ban Ki-Moon, le Secrétaire général des Nations Unies, lors de l'allocution qu'il prononça à Hiroshima le 6 août 2010, appartient non pas à ceux qui possèdent des armes nucléaires, mais à ceux qui y renoncent. » Sans nul doute la capacité de notre pays de faire entendre sa voix dans les grands débats de la politique internationale ne serait non pas affaiblie mais renforcée. On peut gager que partout dans le monde des femmes et des hommes salueraient la décision de la France comme un acte de courage qui leur redonne un peu d'espérance. Je reviens d'un séjour au Liban et je puis t'assurer que toutes celles et tous ceux que j'ai rencontrés se sont montrés enthousiastes à l'idée du désarmement nucléaire unilatéral de la France...

Ce n'est qu'un début, continuons le débat...

Bien cordialement à toi

Jean-Marie Muller